

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1138 du 1er décembre 2012 | www.libres.org
1981-2012 | 31ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



SOMMAIRE DU N°1138

EDITORIAL : Etes-vous de parti pris ? pp. 1-2

CONJONCTURE : Gaz de schiste : «La France est bénie des Dieux !» pp. 3-4

ACTUALITÉ : Une politique d'énergie coûteuse pour les Français p. 4 - Affaire Mittal : ils se croient encore en 81 ! p. 5
Voici que le climat se réchauffe à nouveau p. 5

CONNAISSANCE DU SOCIALISME : p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Etes-vous de parti pris ?

Avez-vous en poche votre carte de l'UMP, de l'UDI, du PS, du MRG ou du FN ? Bien que ma question soit innocente, je soupçonne un certain nombre d'entre vous d'avoir fui tout militantisme partisan. Mais, de grâce, ne vous désintéressez pas pour autant du débat politique !

La conjoncture politique nous amène simplement à réfléchir une fois de plus au rôle des partis politiques dans une démocratie en général, et en France en particulier.

Les partis ont accompagné les premiers pas de la démocratie moderne. Avec le système parlementaire anglais apparaissent deux partis : les whigs, opposés au despotisme royal et attachés à la liberté économique, et les tories, moins ouverts aux idées de la Grande Révolution.

Ainsi, d'entrée de jeu, les partis ont été introduits dans la vie politique comme les liens naturels entre un choix de société (libéral chez les whig, conservateur chez les tories) et une représentation électorale. Après la création en 1920 du labour party, issu des syndicats ouvriers, les whig disparaîtront, car il n'y a que peu de place pour trois partis dans le scrutin uninominal à un tour pratiqué par les Anglais.

Aux Etats Unis, bien qu'il y ait entre les deux partis une opposition traditionnelle sur l'étendue du pouvoir fédéral (les démocrates en veulent plus, les républicains en souhaitent moins), l'importance de la vie politique locale fait en sorte que le rôle des partis n'est guère apparent aujourd'hui que pour les élections au Congrès et à la Maison Blanche. >>

BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Etes-vous de parti pris ? (suite)

Par contraste avec les Anglo-Saxons dans l'ensemble bi-partistes, l'échiquier politique européen est plus complexe à cause de scrutins de liste, ou de scrutins proportionnels, ou de scrutins à deux tours. Donc, dans les contours et la vie des partis politiques, deux éléments sont déterminants :

- la doctrine, le choix de société ;
- les mécanismes électoraux.

La France fait-elle exception à ce constat ? Le XIX^{ème} siècle sera dominé par le clivage entre républicains et monarchistes, et entre les monarchistes légitimistes et orléanistes, mais aussi par la permanence du bonapartisme, qui brouille singulièrement les cartes. Avec la III^{ème} République les partis affirment leurs spécificités : conservateurs « de droite », radicaux et socialistes (congrès de Tours de 1920 créant la SFIO). La deuxième guerre fait voler les partis en éclats, mais ils reviennent nombreux après la Libération. Seul le gaullisme fait exception, il se veut rassemblement du peuple français autour de l'homme providentiel.

Les mécanismes électoraux de la IV^{ème} République conduisent à l'essaimage et à l'instabilité, le régime d'assemblée trouve vite ses limites. D'inspiration gaulliste la V^{ème} République inverse la tendance, les partis sont amenés à se regrouper pour faire élire leur chef. A gauche, le regroupement se fait autour du Programme Commun, plus solide dans l'opposition qu'au pouvoir. A droite, la mollesse doctrinale du centrisme, obnubilée par la « troisième voie », ainsi que le refus de doctrine du gaullisme conduiront les partis à ne plus être que les points de passage obligés vers les joutes électorales.

Aujourd'hui, à gauche comme à droite, les considérations électorales l'emportent sur toute autre.

“ Les partis, des centrales électorales ”

La pensée politique s'installe dans le vide. D'ailleurs il faut être très perspicace pour percevoir de véritables alternances dans les politiques menées : par exemple la Sécurité Sociale, l'Education Nationale, les entreprises publiques, la construction européenne ont traversé l'histoire française depuis plus d'un demi-siècle sans prendre une seule ride.

Y a-t-il quelque chance d'un renouvellement des partis français ? Elles me paraissent minimes.

D'une part (et conformément aux analyses du « public choice »), la logique électorale veut que l'on aille chercher les voix chez les adversaires et concurrents. Les discours et les programmes (quand ils existent) se font de moins en moins discriminants. On confectionne des patchworks électoraux, chacun des éléments ayant pour objectif de séduire une catégorie spécifique d'électeurs. Nos partis ne sont pas des fanatiques de la précision ni de la cohésion.

D'autre part, le financement des partis (loi Balladur) ne peut provenir que de l'Etat (exemple unique dans les démocraties occidentales !), qui ne subventionne que ceux qui peuvent se prévaloir de candidats élus.

Difficile de mener des campagnes électorales face aux moyens fastueux des grands partis existants, et obligation pour les petits de se plier aux désirs des grands.

Donc, globalement, nos partis ne sont devenus que des centrales électorales, permettant d'avoir les investitures en temps voulu, et les moyens financiers suffisants. Voilà aussi pourquoi les hommes politiques ont tant de mal à affirmer quelque vue indépendante car le moment venu il faudra bien avoir l'aval du parti.

“ Remettre le débat d'idées au cœur de la vie politique ”

De la sorte, Les partis ne peuvent intéresser que ceux qui ont en vue une carrière électorale, et qui de plus acceptent une discipline de bon aloi. J'en tire une conclusion qui ne vous surprendra pas. Puisqu'une démocratie repose sur un choix de société, qui lui-même implique des valeurs de référence et des programmes cohérents, il faut ou bien remettre le débat d'idées au cœur des partis – ce qui n'est pas pour demain – ou bien demander à la société civile de mener ce débat d'idées pour qu'il prenne un jour valeur électorale, de nature à intéresser enfin les partis politiques. « C'est maintenant ou jamais ».

Jacques Gareilo

GAZ DE SCHISTE : « LA FRANCE EST BENIE DES DIEUX »

La formule est de Michel Rocard, dans un entretien accordé au journal Le Monde, et elle brise ainsi un tabou. Le rapport Gallois, pourtant dans l'ensemble politiquement correct, avait aussi plaidé « pour que la recherche sur les techniques d'exploitation des gaz de schiste soit poursuivie ». Le gouvernement s'est empressé de refermer la porte, même si le Président de la République, écartant radicalement la fracturation hydraulique, a ré-entrouvert la porte « au cas où des techniques nouvelles... ». Tout cela pose le problème des ressources énergétiques dont l'exploitation chez nous est suspendue aux décisions arbitraires de l'Etat.

La politisation du marché pétrolier par l'OPEP

Personne ne peut nier l'importance des questions énergétiques. Le basculement du bois au charbon, puis du charbon au pétrole, puis du pétrole au nucléaire, par exemple, a profondément marqué l'histoire économique. Les chocs pétroliers sont là pour nous rappeler l'importance de la question, et les drames de sa politisation. Les questions énergétiques ont en effet été perturbées par les décisions étatiques et par les positions idéologiques.

Le cas du pétrole est significatif : un cartel de pays producteurs (l'OPEP), s'étant constitué dans les années 60 et représentant alors l'immense majorité des exportations pétrolières, a pu, à l'occasion d'événements militaires au Proche-Orient, manipuler artificiellement les cours, multipliant les prix par quatre (en 1973) puis par douze (en 1979). Mais le marché a finalement repris ses droits : la hausse des cours a encouragé la recherche pétrolière et a ouvert l'ère du pétrole « off shore », ainsi que les sources alternatives d'énergie, réduisant ainsi la part du pétrole OPEP dans les approvisionnements énergétiques : d'où la baisse des cours. Retournement insupportable pour l'OPEP, qui n'a eu de cesse depuis que de manipuler les cours par la politique des quotas, restreignant artificiellement sa production. Mais le marché de l'énergie et la conjoncture économique

auront payé un lourd tribut à la politisation.

La politisation de l'énergie en France

La politisation de l'énergie s'amplifie encore si on passe au cadre national. Car le prix de l'énergie, déjà faussé par l'OPEP, va exploser sous le poids de la fiscalité. Les Etats s'en donnent à cœur joie, à cause de l'inélasticité de la demande d'énergie par rapport à son prix. Ainsi, par exemple, l'automobile est-elle devenue l'une des vaches à lait des Etats. Certains Etats vont même jusqu'à fixer les prix : le candidat Hollande avait promis un blocage des prix, le Président Hollande a ensuite pris quelques mesurées fiscales pour les faire baisser. Finalement il n'y a plus aucun lien avec la réalité : on ne connaît que des « faux prix ».

En France, cette politique des faux prix est systématique dans l'énergie : le Conseil d'Etat a dû annuler les mesures gouvernementales manipulant trop ostensiblement les prix du gaz ou de l'électricité. Dans le domaine de la distribution de l'énergie, les anciens monopoles publics font tout pour conserver leur situation dominante. Quant aux énergies nouvelles, hier le nucléaire, puis aujourd'hui l'éolien, elles sont du domaine réservé de l'Etat, qui définit les priorités, décide de développer ceci ou cela, sans aucun souci de la réalité des marchés.

Les Etats-Unis, premiers producteurs de pétrole

Ce sont encore des décisions étatiques tout aussi arbitraires qui bloquent le développement d'autres sources énergétiques. Cela concerne en particulier l'exploitation des gaz de schiste, voire même – comme en France – leur simple exploration. L'interdiction est une décision purement politique, découlant de préjugés peu scientifiques ou de la volonté de ménager les alliés écologistes. Ecoutons en réponse Michel Rocard, qui n'est pourtant pas réputé pour son « ultra-libéralisme » : « On a un réflexe fantasmé un peu du même type que face aux OGM. Quand on sait que le gaz de Lacq était extrait par fracturation hydraulique sans dégâts sur place, on s'interroge. Or la France est bénie des dieux. Pour l'Europe, elle serait au gaz de schiste ce que le Qatar est au pétrole. Peut-on s'en priver ? Je ne le crois pas ».

Au moment moment, aux Etats-Unis, où la recherche et l'exploitation sont libres, la production de pétrole « non conventionnel » et de gaz non conventionnel aussi se développe à très grande vitesse. Selon le rapport annuel de l'Agence internationale pour l'énergie, la production américaine pourrait dépasser celle de l'Arabie saoudite en 2017 et les Etats Unis seraient exportateurs nets de pétrole vers 2030 ! Voilà de quoi dynamiser la croissance américaine. Ici comme ailleurs, la liberté fait la différence. >>

Le sous-sol français est nationalisé

De façon générale l'énergie, comme naguère le transport, est affaire d'Etat : pas de discussion, on gouverne par décret. C'est ainsi que la réduction de la part du nucléaire récemment planifiée ne résulte pas de données économiques, mais de marchandages entre les socialistes et les Verts.

S'agissant du gaz de schiste, les choses sont encore plus nettes, puisqu'en vertu des lois de Napoléon, le sol est susceptible d'appropriation privée (une chance !) mais le sous-sol est propriété de l'Etat ! Ce sont donc les autorités publiques qui détiennent tous les pouvoirs.

La nationalisation renforce ainsi la politisation, et on peut faire confiance à la classe politique pour penser, dire et décider n'importe quoi. Ainsi la brave NKM a-t-elle décidé Nicolas Sarkozy (dont elle sera la directrice de campagne, avec le succès que l'on sait) à retirer les autorisations d'exploration qui avaient été accordées à Total

(qui s'est empressé d'aller creuser le sous-sol canadien). Ainsi un élu vert a-t-il affirmé sur BFM qu'il était inutile de développer les gaz de schiste, puisque dans 80 ans les réserves seraient épuisées !

Créativité et liberté

Tous ces gardiens du temple écologique ont une vision pessimiste de l'être humain, pilleur de la nature et privé de toute capacité de s'adapter. L'humanité en panne d'énergie, et par sa faute : c'était déjà le discours du club de Rome dans les années 1950, prévoyant qu'il n'y aurait plus une goutte de pétrole en l'an 2000. Nous sommes en 2012 et il en reste encore pour pas mal d'années ! Ces malthusiens ignorent la créativité de l'homme : les ressources dites « naturelles » n'existent que parce l'homme les a découvertes, avec ses ressources intellectuelles.

Mais les hommes ne peuvent exploiter leurs ressources intellectuelles que dans un contexte de liberté. Il faut d'abord la liberté

des prix. Seul le prix de marché - et non les gouvernements - peut indiquer les raretés présentes et anticiper les raretés futures. Il faut ensuite la liberté de recherche et la liberté d'exploitation. Car à quoi sert l'information fournie par le prix si l'offre ne peut s'adapter ?

Nul ne sait aujourd'hui si le gaz de schiste sera une solution durable. On sait à l'inverse que c'est une solution pour l'immédiat, et vraisemblablement pour ce siècle. Peut-être d'autres sources ou d'autres formes d'énergie apparaîtront-elles plus tard. Le relais éventuel sera pris quand le marché mondial de l'énergie donnera l'alerte, et stimulera l'apparition d'autres solutions. On peut faire confiance à la créativité humaine. Les hommes politiques prétendent à l'inverse être les seuls à qui les peuples doivent faire confiance. Ils se croient infaillibles, mais pour l'instant ils nous conduisent à la catastrophe, dans le domaine de l'énergie comme dans les autres.

Jean Yves NAUDET

Une politique d'énergie coûteuse pour les Français

Subvention des énergies vertes, abandon du nucléaire : les Français paieront

L'analyse géo-politique de Jean Yves Naudet s'exprime aussi en termes douloureux pour les Français. Les erreurs de notre politique de l'énergie seront payées, et lourdement, par les consommateurs (hausse du prix de l'électricité) et par les contribuables (car la facture ne sera pas assez salée, il faudra recourir à l'impôt).

Pour la seule année 2013, les aides à l'électricité propre (éoliennes, panneaux) représenteront déjà plus de 3 milliards et demi, auxquels il faudra ajouter 1 milliard et demi de « péréquation tarifaire » : 5 milliards au total. Comme on sait que certaines

familles auront du mal à payer l'addition, le gouvernement dans sa bonté a prévu 150 millions pour accorder des « tarifs sociaux ».

Et à plus long terme ? Suivant le nouveau plan énergie, ce sont 422 milliards d'euros qui devront être investis pour dégager la production d'électricité du nucléaire et la transférer aux énergies renouvelables. On sait que la ferme atlantique décidée par le précédent gouvernement représente à elle seule 19 milliards d'euros (au départ).

Comme il aurait été simple de se projeter en l'année 2030 avec la perspective

d'exploitation du gaz de schiste dont « les dieux nous ont bénis ». Dès maintenant l'exploitation des gaz et pétroles non conventionnels en Amérique du Nord a amené une chute de 40 % du prix du gaz entre 2008 et 2011. Il n'y a aucune crainte d'épuisement des énergies fossiles : on en découvre beaucoup et partout et leur prix diminuera. Comparativement l'électricité d'origine photovoltaïque coûte 60 % de plus que l'électricité thermique. Mais qui se soucie des coûts ? L'essentiel n'est-il pas de vivre proprement, même si l'on doit vivre pauvrement ? •

Affaire Mittal : ils se croient encore en 1981 !

Derrière Montebourg la classe politique française menace de nationalisation

Il est des mots qui fleurent bon la révolution prolétarienne. C'était le maître-mot du Programme Commun de la Gauche signé entre communistes et socialistes en 1973, mais il faudra attendre 1981, l'élection de Mitterrand et le gouvernement Mauroy, pour que l'on s'en donne à cœur joie. Les nationalisations de la quasi totalité de l'industrie et de toutes les institutions bancaires et financières auront été le haut fait des socialistes.

L'affaire Mittal nous ramène trente ans en arrière. Quelle est cette affaire ? Le groupe français Arcelor devait fermer l'ensemble sidérurgique de Fleurange en 2010. Par chance, la famille Mittal se porte acquéreur du site, avec une clause bien précise : l'Etat français aura la responsabilité de trouver un repreneur pour

les hauts fourneaux avant la fin de l'année 2012, sans quoi ils seront fermés et le personnel sera licencié. En deux ans, pas de repreneur, et Mittal applique le plan prévu : il ferme les hauts fourneaux, tout en gardant tout le reste du site, dont l'intérêt technique et la rentabilité sont pour l'instant satisfaisants. Parade du gouvernement, et idée d'Arnaud Montebourg : on trouverait un repreneur si Mittal acceptait de vendre la totalité du site, car personne n'achètera jamais les seuls hauts fourneaux. Pas question dit Mittal : le reste du site est à moi, et j'en fais ce que je veux. Nouvelle avancée : alors on va nationaliser, et une fois que l'ensemble du site sera propriété de l'Etat français, celui-ci pourra vendre.

Mais Lakshmi Mittal ne l'entend

pas de cette oreille et tient tête au Président de la République lui-même. Il a une arme à faire valoir : il emploie plus de 20.000 sidérurgistes en France. Arnaud Montebourg, toujours délicat : eh bien qu'il parte !

Il y a trois drames dans cette affaire : le premier c'est que les nationalisations continuent à hanter les esprits faibles, le deuxième c'est que par « patriotisme économique » les socialistes reçoivent le renfort « de la droite », en l'occurrence Henri Guaino et Jean Louis Borloo (droite un peu gauchiste quand même). Le troisième c'est que le gouvernement français ne sait pas que nous sommes en 2012, c'est-à-dire en pleine mondialisation, et que ce qui était possible dans le petit pré carré européen en 1981 ne l'est plus aujourd'hui ! •

Voici que le climat se réchauffe à nouveau

Retour en force des écologistes avec la conférence de Doha et l'affaire de l'Ayraultdrome

La crise économique les avait contraints pour un temps au silence. En période de récession, il n'est pas très populaire de prêcher l'arrêt de la croissance, source du réchauffement climatique. Pourtant les écologistes sont de retour.

Sur la scène internationale d'abord. Alors que les prévisions des néo-malthusiens avaient été démontées par la communauté scientifique mondiale et dénoncées pour ce qu'elles étaient, un montage mensonger, les voici qui reviennent sur le devant de la scène, à l'occasion de la 18ème conférence de l'ONU sur le changement climatique. De pseudo experts viennent proclamer que ce n'est pas de 2 degrés

ou 2 et demi que la température de la planète s'échauffera, mais bien de 4 « On s'était trompé, on a révisé nos calculs ». Ainsi, dès 2060 les mers devraient monter d'un mètre environ, ce qui signifierait la disparition d'une partie du Bangladesh et des ports de la Méditerranée, la multiplication des cyclones, l'assèchement de l'Afrique subsaharienne, et autres cataclysmes annoncés. Preuves irréfutables : le cyclone Sandy, venant après le tsunami de Fukushima. Bien entendu ce sont les émissions de CO2 qui sont les coupables, donc il faut réactiver le traité Kyoto 2. Ici, malheureusement pour les Verts, aucune chance d'être suivis ni par les Chinois, Américains, ni même par les Japonais, indiens et Canadiens.

Les écologistes sont de retour en France aussi. Ils n'étaient d'ailleurs pas tout à fait partis, profitant de leur alliance avec le Parti Socialiste (qui les a trahis sur le chapitre du mariage et de l'adoption pour tous). Ici, c'est l'affaire de l'aérodrome de Nantes qui leur permet de donner toute leur mesure, dans la plus pure tradition anarcho-gauchiste-molotovienne. Gêne pour le gouvernement Ayrault. Impopularité de Manuel Valls, mais il se rachète très vite : il installe quelques centaines de radars de plus.

Attention : passez bien au feu vert ! •

Cette rubrique se propose de rappeler les éléments constitutifs de la pensée socialiste, afin d'en mieux comprendre les erreurs, les dangers, et de s'en tenir à l'écart. Le socialisme a pour essence la construction d'une société parfaite à travers une organisation collective, qui commande la suppression radicale ou progressive de la propriété privée, et la centralisation du pouvoir politique. Cette société parfaite est égalitaire.

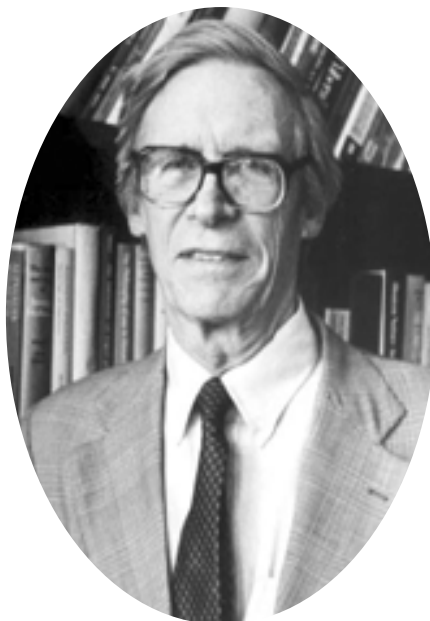
Egalité des droits ou égalité des situations ?

Tandis que le libéralisme prône l'état de droit, aucun homme ne pouvant ni se mettre hors la loi ni prétendre faire la loi, le socialisme propose la « société des égaux », celle où il n'y a plus aucune différence entre hommes, tous ayant la même destinée et la même situation.

Il ne saurait en être autrement ; d'une part, tous sont soumis à un pouvoir politique central et nulle diversité n'est durablement tolérée entre individus, entre communautés ; d'autre part, la doctrine socialiste voit la source des injustices dans la propriété privée, qui elle-même crée un clivage entre possédants et exploités ou, ce qui revient au même, entre riches et pauvres.

La justice, c'est l'égalité

Le propre du socialisme est d'assimiler justice et égalité. Une société juste peut se construire de deux façons. La première, que j'appellerai égalitarisme ex ante, est d'établir toutes les conditions pour empêcher les inégalités d'apparaître. Cela s'obtient par la prise en mains totale par l'Etat du sort de chacun, à qui on assigne un savoir, un métier, un logement, voire même un mode de vie ou de reproduction (l'enfant unique des Chinois, l'eugénisme des nazis).



John Rawls

1921-2002

Cet égalitarisme totalitaire a été dramatiquement vécu par des millions d'êtres humains.

La deuxième est la mise en place de l'égalitarisme que j'appellerai ex post. Ayant pris acte d'inégalités qui auraient échappé à toute prévention institutionnelle, à toute vigilance gouvernementale, l'Etat va rétablir l'égalité en abaissant les uns pour redresser les autres. Il s'agit donc de redistribuer les revenus, les fortunes. Cependant, dans sa « Théorie de la justice », le philosophe John Rawls en vient à se demander si la redistribution au-delà d'une certaine intensité ne vient pas compromettre les chances de l'égalité à

long terme. Car Pierre n'est dépossédé au bénéfice de Paul que dans la mesure où il a creusé la différence en sa faveur. Si Pierre à son tour éprouve le sentiment d'une spoliation, d'une injustice, il risque de changer de comportement. Mais alors quel est cet optimum social et socialiste qui permet de donner le plus possible à ceux qui en ont le moins (maximin), sans compromettre la redistribution ? Rawls ne donne pas la réponse, ni davantage Amartya Sen, prix Nobel d'économie, qui a pourtant travaillé avec talent sur la mesure des inégalités et leur évolution.

Egalitarisme contre Personnalisme

Ce que les socialistes ne veulent pas admettre, c'est que la situation des individus n'est pas principalement une question sociale, mais un problème personnel. Les écarts de revenus ou de richesse ne signifient rigoureusement rien pour la justice, car ils s'arrêtent à des situations, c'est-à-dire à des observations statiques. Ce qui est important n'est pas qu'il y ait des riches et des pauvres, car un individu sera toujours le riche ou le pauvre de quelque autre. Dans une société de libertés, les êtres humains sont appelés à améliorer leur sort ou condamnés à l'aggraver, suivant leur action, suivant leur art d'exploiter leurs talents.

Donc, ce qui est important c'est la possibilité de progresser, c'est l'espoir pour les pauvres d'aujourd'hui de devenir les riches de demain. La justice consiste donc non pas à niveler, à brider l'élan de progrès qui habite les individus, mais à leur permettre de s'élever dans l'échelle sociale, ou dans le savoir, ou dans le bonheur.

Le socialisme n'a bâti à ce jour que des univers d'une tristesse sans fond, il a brisé le rêve de promotion, il a sanctionné la réussite. Les attaques contre la propriété ne sont ni plus ni moins que des attaques contre la personnalité.

L'égalitarisme à l'œuvre

L'égalitarisme s'exprime concrètement dans les modalités de la redistribution et dans la mise en place de divers services publics. La voie royale de la redistribution c'est la fiscalité, et précisément la progressivité. « Faire payer les riches » est le slogan de tous les impôts socialistes. La variante « taxer le capital au lieu de taxer le travail » a aussi beaucoup de succès : voilà un excellent prétexte pour assommer d'impôts les entreprises, les opérations financières, l'épargne et la transmission du capital. Les droits de succession sont d'inspiration purement socialiste, ils ne se justifient que par le désir de remettre le compteur des richesses à zéro à chaque génération.

La « protection sociale » est également d'inspiration égalitaire. Elle installe en fait des millions de personnes dans l'assistanat : ne faut-il pas leur garantir un



Lord Acton
1834-1902

pouvoir d'achat qui rétablisse l'égalité avec ceux qui s'en sortent tout seuls ?

Paradoxalement, l'égalitarisme se transforme en clientélisme, puisque les allocations et subventions diverses vont surtout à ceux auxquels les hommes politiques ont fait des promesses démagogiques. L'égalitarisme débouche ainsi sur des privilèges.

Enfin, on met à la disposition des citoyens des « services publics » devant lesquels ils sont supposés être égaux : l'école pour tous, la poste, la culture, le sport, la santé pour tous. Mais la gestion de ces services est telle que la plupart des gens n'en sont pas satisfaits, surtout compte tenu du prix (inégal) qu'ils payent. Quelle égalité devant la grève des trains, le retard du courrier, l'attente dans les hôpitaux ? C'est une égalité de façade.

Des égaux plus égaux que les autres

En fait toutes les expériences socialistes se sont soldées par l'apparition et le développement d'une nomenclatura qui non seulement vit mieux que le peuple, mais se place également au dessus des lois. Peut-il en être autrement ? La centralisation du pouvoir propre au socialisme est source de privilèges et de corruption. S'enrichir est rapide, pourvu qu'on ne soit pas regardant sur les moyens : concussion, dénonciation, spoliation, etc. « Le pouvoir corrompt, tout pouvoir absolu corrompt absolument ». J'ai déjà cité la formule de lord Acton. L'usage du pouvoir permet de confisquer toutes les richesses, en toute impunité.

L'inégalité est aussi dans l'esprit des dirigeants : dans une république socialiste, le peuple doit être éclairé par le dictateur père du peuple, guide de la nation, chef suprême. Autre variante despotique : Saint Simon et Lénine ont légitimé la suprématie d'une minorité éclairée. Saint Simon met la société socialiste entre les mains des savants. Lénine ne croit pas que le peuple soit capable d'organiser la révolution prolétarienne : il faut le parti, seul capable de réussir le coup d'Etat. Dans cette double tradition, la France a admis la position éminente d'un petit nombre de dignitaires issus des grands corps de l'Etat. Ils ont droit à tous les égards, puisqu'ils œuvrent pour le peuple, sa prospérité et son bonheur. Voilà qui me paraît assez contradictoire avec l'égalitarisme qui emplit les discours socialistes. Le socialisme « populaire » n'est pas pour demain. •



The Boomerang Economy

David Merlin-Jones

M. Montebourg, le champion du made in France, devrait se débarrasser de tous ses collaborateurs, lire ce livre et en faire son unique plan de travail.

L'auteur est Research Fellow à l'Institut Civitas, un think tank britannique. Dans son ouvrage, il montre comment et pourquoi l'industrie manufacturière a commencé à relocaliser sa production en Grande-Bretagne alors qu'en 2008 plus d'un cinquième de

cette industrie était délocalisée en Chine. Depuis quelques années, l'industrie quitte la Chine et rentre en Grande-Bretagne pour les raisons suivantes : les salaires y ont augmenté en moyenne de 19 % entre 2002 et 2008 contre 0.2 % en Grande-Bretagne. Les économies faites grâce à la réduction du coût du travail ne représentent plus que 17 ou 18 % des coûts de production. Ce n'est pas suffisant pour délocaliser.

Les raisons qui expliquent cette augmentation du coût du travail sont nombreuses : la main d'œuvre est devenue plus rare en raison de la migration des ouvriers chinois vers les régions où les salaires augmentent le plus vite ; les infrastructures ne permettent pas d'aller chercher de la main d'œuvre à l'intérieur de la Chine ; le coût du contrôle de la qualité des produits fabriqués est très lourd. Souvent, des défauts sont découverts une fois les produits sur les bateaux. Les sous-traitants locaux ne sont pas tous fiables alors que les prix élevés du pétrole (de 25 \$ le baril en 2000 à 132 en 2012) augmentent les coûts du transport.

L'industrie Américaine est elle aussi relocalisée. Alors qu'environ 40 % de la main d'œuvre a été délocalisé, depuis 2008 on assiste à un retour des industries avec un gain net de 300 000 emplois industriels en 2010. Grâce à une plus grande flexibilité sur le marché du travail, à des syndicats muselés, de nombreuses industries ont réinvesti aux Etats-Unis.

Ce qui compte beaucoup pour une entreprise c'est l'innovation. Dans des pays en voie de développement, il est plus difficile d'investir dans l'innovation. On a besoin d'employés qualifiés avec de l'expérience et du matériel adéquat. Il vaut donc mieux créer les centres de recherche dans le pays d'origine. Et ces centres doivent être souvent assez proches de la production. Les relocalisations sont aussi stimulées par les incitations fiscales. Aux Etats-Unis par exemple, la société Electrolux a bénéficié de 188 millions de dollars d'incitations fiscales pour s'installer dans le Tennessee. Bien entendu, les meilleures incitations sont la baisse de la fiscalité et des réglementations. Malheureusement, les gouvernements ont tendance à vouloir « aider » ce qu'ils considèrent comme « industries innovantes ». Or, il n'y a pas une industrie plus innovante qu'une autre. Tout ce qui trouve un marché porteur est innovant, de la glace et des pizzas jusqu'aux ordinateurs. Ce n'est pas aux administrations et aux fonctionnaires de décider de ce qui est innovant.

Les conclusions de l'ouvrage montrent clairement que la façon la plus efficace de faire revivre une industrie est de la laisser vivre. Moins l'Etat s'en occupe, plus les chances de réindustrialisation sont fortes. L'industrie a besoin de respirer sans syndicat dogmatique et sans un coût du travail prohibitif. Laissons à l'industrie plus de flexibilité et de liberté et l'innovation fera le reste.

Bogdan Calinescu

David Merlin-Jones *The Boomerang Economy*, Civitas, 2012

LA NOUVELLE LETTRE : GRAVE ERREUR SUR LE NUMERO 1137

Par suite d'une erreur technique, certains abonnés en version papier auront reçu une Nouvelle Lettre (n°1137) tronquée de moitié. Au moment où nous mettons sous presse ce nouveau numéro (n°1138), nous ne savons pas quelle est l'importance des dégâts ainsi causés, de sorte que nous ne procéderons pas à une réexpédition du numéro 1137.

Nous prions ceux qui ont été victimes de cet incident de nous en excuser, et nous leur donnons un conseil assorti d'une promesse.

Le conseil c'est de nous demander le plus rapidement possible par courrier (SEFEL/ALEPS BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4) ou par mail (info@libres.org) la réexpédition dans les meilleurs délais d'un exemplaire « normal » de la Nouvelle Lettre 1137.

La promesse c'est d'offrir cinq numéros en service gratuit aux personnes de leur choix, en nous envoyant par courrier ou par mail leurs adresses.

M. Montebourg a prévu de nationaliser la Nouvelle Lettre pour éviter sa disparition, je vous serais reconnaissant de nous éviter cette aide généreuse.

Jacques Garello



La France a-t-elle besoin de l'UMP ?

C'est la question que pose Jacques Garello. Que peut-on attendre d'un parti qui souffre d'une fracture « politique et morale » ? L'UMP ne sera ni crédible ni populaire aussi longtemps qu'elle se complaira et se réfugiera dans la seule lutte contre le socialisme. Elle ne peut avoir d'utilité que si elle propose aux Français une alternance totale.

Conclusion de l'article : la classe politique a besoin d'être stimulée, accompagnée, par des citoyens qui jugent ridicule et stérile la lutte pour le seul pouvoir, et qui peuvent aider à forger une opinion publique libérée du conditionnement médiatique, et prête aux vraies réformes.

Le Figaro, jeudi 29 novembre, p. 21